


ACTUALITÉ	RELIGION	CULTURE	FAMILLE	ETHIQUE	
------------------	-----------------	----------------	----------------	----------------	--

Actualité | Spiritualité | Engagement | Urbi et Orbi

 Vidéos  Blogs  Rss

Religion > Actualité 

« Réformés et luthériens, nous pouvons mieux témoigner de notre foi »

L'Église protestante unie de France, qui réunit réformés et luthériens, célèbre ce week-end son premier [synode national](#) à Lyon.



Le pasteur Laurent Schlumberger, président du Conseil national de l'Église réformée de France. **Corinne SIMON/CIRIC**

Le pasteur Laurent Schlumberger, proposé pour être son président, a répondu aux questions de *La Croix* et de *Réforme* sur les enjeux de cette union.

Existe-t-il encore d'importantes différences entre les héritiers de Luther et ceux de Calvin ?

Laurent Schlumberger : Les oppositions sont beaucoup moins tranchées qu'autrefois. S'il n'y a plus de divergences fondamentales, demeurent des sensibilités différentes.

Autour du sacré, d'abord : la tradition luthérienne a une conception plus substantielle de la Sainte Cène, les réformés, plus symbolique. Dans le rapport au temps également : la spiritualité luthérienne insiste sur l'instant et le tête-à-tête avec Dieu, alors que la tradition réformée met davantage l'accent sur la durée et la progression dans la foi. Enfin, concernant l'Église, la dimension épiscopale est plus forte chez les luthériens, la collégialité synodale plus soulignée chez les réformés.

Mais sur tous ces points, les nuances traversent chacune des traditions. Si dans le luthéranisme parisien, certains sont attachés à une liturgie avec étole, col clergyman ou signe de croix, ceux de Montbéliard sont souvent les premiers à s'en étonner. En revanche, sur le plan éthique, le spectre est très large et traverse les deux traditions.

La peur d'être englouti par l'autre Église a-t-elle freiné le processus ?

L. S. : Elle a existé, il y a quelques années, chez certains luthériens parisiens. Et c'est une peur légitime. Elle a sans doute été utile car elle nous a poussés à tenir compte des minorités. Des deux côtés, on découvre le sens de cette complémentarité que nous allons tâcher de faire vivre, en maintenant les deux traditions.

Le but de l'union est-il de renforcer le pôle luthéro-réformé face aux évangéliques ?

L. S. : Ni face aux évangéliques, ni face à quiconque. Cette Église unie a été constituée pour rendre un meilleur témoignage à l'Évangile. Nous sommes dans un monde qui impose aux protestants français de penser autrement leur Église. Hyperminoritaires pendant cinq siècles, ils se sont serrés les coudes, adoptant une certaine discrétion. Ce positionnement identitaire avait du sens lorsque le protestantisme se pensait comme une alternative au catholicisme, alors majoritaire.

Aujourd'hui, il nous faut inventer un nouveau modèle. Mieux rendre compte de notre foi dans une société où la figure du témoin, capable de dire ce qui le fait vivre, avec ses questions et ses fragilités, devient extrêmement pertinente. C'est ce que nous essayons de développer. Ensemble nous pouvons mieux témoigner de notre foi.

L'Église unie est-elle avancée pour l'œcuménisme ?

LES DERNIÈRES INFOS

L. S. : Si l'Église unie a pu être envisagée, c'est en grande partie grâce au mouvement œcuménique qui a conduit à relativiser les identités confessionnelles. Depuis un siècle, plusieurs étapes ont marqué le dialogue entre luthériens et réformés, et notamment la signature de la Concorde de Leuenberg en 1973, lorsque des Églises protestantes en Europe se sont accordées sur une conception assez nouvelle de l'unité chrétienne, le modèle de la diversité réconciliée : à partir du moment où on est d'accord sur l'essentiel – la compréhension de l'Évangile et la célébration des sacrements –, alors vive les autres différences ! J'observe aujourd'hui un grand intérêt pour ce modèle.

Que représente la présence du ministre de l'intérieur, Manuel Valls, samedi 11 mai, à ce premier synode ?

L. S. : Notre Église est très attachée à la laïcité de l'État qui est la condition de la liberté de conscience et de l'égalité entre toutes les croyances. Mais elle récuse une laïcité de la société proprement dite, qui n'aurait aucun sens. Autant l'État doit être laïque, autant la société ne peut l'être : l'espace public est le lieu du débat entre toutes les idées. Il serait réducteur de limiter ce que j'appelle la conversation des transcendances à l'espace privé. Au contraire : plus cette conversation est favorisée, plus la citoyenneté est défendue. La République a besoin de tous ses enfants, y compris croyants.

Ce qu'il faut chercher à développer, c'est une liberté de parole publique pour que l'espace soit fécondé par ce dialogue. Une République pour qui la question de la transcendance ne doit pas être abordée, car relevant uniquement du for intérieur, non seulement menacerait la liberté de conscience et d'expression, mais se fragiliserait elle-même. Avoir invité le ministre de l'intérieur est une façon de mettre cette conviction en jeu et en scène.

RECUEILLI PAR CÉLINE HOYEAU et ANTOINE NOUIS (Réforme)